



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE BERCHEM-SAINTE-AGATHE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Marc Vande Weyer, *Président du Conseil* ;
Christian Lamouline, *Bourgmestre* ;
Said Chibani, Katia Van den Broucke, Sabrina Djerroud, Christiane Rassart, Ali Bel-Housseïne,
Echevins ;
Thibault Wauthier, Geoffrey Van Hecke, Fatiha Rezki, Gladys Kazadi, Marc Hermans, Chantal
Dubocage, Clementina Ulmeanu, François Robe, Ilse Carlé, Philippe Lalière, Mariam Bah, Julien
Vande Weyer, Maria Spataru, Walid Bouzagou, Yves Reineson, Frédéric Smets, Antoinette
Uwonkunda, Diellza Iberhysaj, Rudi Landeloos, *Conseillers communaux* ;
Fabienne Demaury, *Secrétaire communale*.

Excusés

Yonnec Polet, *Echevin* ;
Laila Bougmar, Bader El Azzaoui, *Conseillers communaux*.

Séance du 18.12.25

#Objet : Taxe sur les panneaux publicitaires - Renouvellement et modifications #

Séance publique

AFFAIRES FINANCIÈRES**Finances****LE CONSEIL,**

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 décembre 2023 relative à la taxe sur les panneaux publicitaires, devenue exécutoire le 22 janvier 2024, pour un terme expirant le 31 décembre 2027 ;

Considérant que le taux de la taxe sur les panneaux publicitaires est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans un sous-financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant le rapport du Receveur communal du 01 décembre 2025 motivant le choix d'une indexation annuelle de la taxe de 3% ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE ce qui suit:**CHAPITRE 1er. - Assiette de l'impôt**

Article 1. Il est établi pour les exercices 2026 à 2028 inclus, une taxe sur les panneaux publicitaires.

Article 2. Par panneau publicitaire, on entend toute construction en quelque matériau que ce soit, située le long de

la voie publique ou à tout endroit visible de la voie publique, destinée à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture, bâchage ou par tout autre moyen, y compris les murs ou parties de mur et les clôtures loués ou employés dans le but de recevoir de la publicité.

CHAPITRE II. – Redevables

Article 3. La taxe est due principalement par le propriétaire du panneau publicitaire et subsidiairement, si le propriétaire n'est pas connu, par le propriétaire du terrain ou du mur où se trouve le panneau.

CHAPITRE III. - Calcul de l'impôt

Article 4. § 1. La taxe est fixée à €108,03 par m² ou fraction de m² de surface utile du panneau publicitaire pour trois mois. Par surface utile, il y a lieu de comprendre la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage, à l'exclusion de l'encadrement. Ce montant est indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026 : €108,03
- 2027 : €111,27
- 2028 : €114,61

§ 2. Le montant de l'imposition sera multiplié par deux lorsque :

- le panneau se présente sous la forme d'un dispositif en trois dimensions ou
- le panneau sert de support à une animation ou
- le panneau est constitué de volets mobiles autorisant la présentation successive de plusieurs publicités.

Article 5. La taxe est due pour le trimestre entier quel que soit le mois de placement ou d'enlèvement du panneau. Par trimestre, on entend la période du 1^{er} janvier au 31 mars, du 1^{er} avril au 30 juin, du 1^{er} juillet au 30 septembre et du 1^{er} octobre au 31 décembre.

Article 6. §1. A la demande écrite du redevable, le Collège des Bourgmestre et Echevins est autorisé à accorder un régime d'imposition forfaitaire trimestriel, en remplacement des cotisations ponctuelles. Dans sa demande, le redevable indique le numéro du forfait dont il souhaite bénéficier.

§2. Le régime d'imposition forfaitaire reste valable jusqu'à révocation écrite par le redevable ou par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

§3. Le régime d'imposition forfaitaire peut être utilisé même si :

- le panneau se présente sous la forme d'un dispositif en trois dimensions ou
- le panneau sert de support à une animation ou
- le panneau est constitué de volets mobiles autorisant la présentation successive de plusieurs publicités.

Article 7. Les taux de l'imposition forfaitaire trimestrielle sont fixés comme suit :

Forfait n°1 : 1 à 5 panneaux d'une surface égale ou inférieure à 2m² et dont l'addition des surfaces ne dépasse pas 10m² : €513,18 par trimestre, quel que soit le nombre de panneaux placés. Ce montant est indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026 : €513,18
- 2027 : €528,58
- 2028 : €544,44

Forfait n°2 : 1 à 10 panneaux d'une surface égale ou inférieure à 2m² et dont l'addition des surfaces ne dépasse pas 20m² : €1.026,35 par trimestre, quel que soit le nombre de panneaux placés. Ce montant est indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3% :

- 2026 : €1.026,35
- 2027 : €1.057,14

- 2028 : €1.088,85

Forfait n°3 : 1 à 25 panneaux d'une surface égale ou inférieure à 2m² et dont l'addition des surfaces ne dépasse pas 50m² : €2.565,91 par trimestre, quel que soit le nombre de panneaux placés. Ce montant est indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3% :

- 2026 : €2.565,91
- 2027 : €2.642,89
- 2028 : €2.722,18

Forfait n°4 : 1 à 100 panneaux d'une surface égale ou inférieure à 2m² et dont l'addition des surfaces ne dépasse pas 200m² : €6.158,39 par trimestre, quel que soit le nombre de panneaux placés. Ce montant est indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3% :

- 2026 : €6.158,39
- 2027 : €6.343,14
- 2028 : €6.533,43

Forfait n°5 : 1 à 10 panneaux d'une surface supérieure à 2m² et dont l'addition des surfaces ne dépasse pas 100m² : €4.321,20 par trimestre, quel que soit le nombre de panneaux placés. Ce montant est indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3% :

- 2026 : €4.321,20
- 2027 : €4.450,84
- 2028 : €4.584,37

Forfait n°6 : 1 à 25 panneaux d'une surface supérieure à 2m² et dont l'addition des surfaces ne dépasse pas 350m² : €8.642,39 par trimestre, quel que soit le nombre de panneaux placés. Ce montant est indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3% :

- 2026 : €8.642,39
- 2027 : €8.901,66
- 2028 : €9.168,71

Article 8. Tout panneau placé dépassant le forfait autorisé par le Collège fera l'objet d'une déclaration de la part du contribuable. Le taux de taxation applicable pour chaque panneau dépassant le forfait est celui mentionné à l'article 4.

Article 9. Ne donnent pas lieu à la perception de l'impôt :

- 1) les panneaux installés en un lieu donné qui font connaître le commerce ou l'industrie qui s'y exploitent ;
- 2) les panneaux utilisés par des personnes de droit public, à l'exception de celles qui poursuivent un but lucratif;
- 3) les panneaux placés occasionnellement lors des fêtes locales ;
- 4) les panneaux électoraux;
- 5) le premier panneau d'une surface inférieure à 0,25m² annonçant la mise en vente ou en location d'un bien immobilier et dont au moins 1/3 de la surface est utilisée pour définir le bien en question.

Article 10. Les exonérations visées à l'article 9.1 à 9.3, sont accordées d'office pour autant qu'elles soient justifiées et aient reçu une autorisation préalable de la part du Collège des Bourgmestre et Echevins. Les exonérations visées à l'article 9.4 à 9.5, sont accordées d'office pour autant qu'elles soient justifiées.

CHAPITRE IV. - De la déclaration

Article 11. Le contribuable est tenu de déclarer spontanément à l'administration tous les éléments nécessaires à la taxation. À cet effet, il doit solliciter auprès de l'administration communale le formulaire de déclaration et le

compléter conformément aux instructions qui y figurent.

Il est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

Le formulaire de déclaration, dûment complété, daté et signé, doit être transmis à l'administration communale au plus tard le trentième jour suivant le dernier jour du trimestre d'imposition.

Les contribuables qui n'auraient pas reçu ledit formulaire sont tenus d'en solliciter un exemplaire auprès de l'administration communale au plus tard le quinzième jour suivant le dernier jour du trimestre d'imposition.

Le formulaire de déclaration peut être transmis à l'administration communale par voie postale ou par voie électronique.

Sauf révocation expresse, la déclaration demeure valable pour les trimestres suivants.

Article 12. Doit être déclarée dans les dix jours :

- toute nouvelle exploitation d'un panneau;
- toute modification de la base taxable;
- toute augmentation de superficie d'un panneau;
- toute réduction de superficie d'un panneau;
- tout retrait d'un panneau.

Article 13. L'article 12 ne s'applique pas aux contribuables pour lesquels un forfait a été autorisé par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour autant que le nombre de panneaux, leur surface individuelle et globale reste conforme audit forfait. Lorsque le nombre de panneaux dépasse le forfait autorisé par le Collège, chaque panneau complémentaire doit faire l'objet d'une déclaration comme prévu à l'article 12.

Article 14. Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration, notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe, d'après les éléments dont l'administration communale dispose. Les cotisations enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal au droit dû ou estimé comme tel.

CHAPITRE V. - Du recouvrement et des réclamations

Article 15. La taxe est perçue par voie de rôle. Le recouvrement et le contentieux sont réglés conformément aux dispositions légales régissant la matière.

CHAPITRE VI. - Dispositions diverses

Article 16. La délibération du 14.12.2023, visée en préambule et relative à la même matière, est abrogée avec effet au 31.12.2025.

Article 17. La présente délibération prend ses effets au 1er janvier 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 19 votes positifs, 7 abstentions.

Abstentions : Geoffrey Van Hecke, Chantal Duboccage, Clementina Ulmeanu, François Robe, Ilse Carlé, Philippe Lalière, Rudi Landeloos.

2 annexes

251201 - Ltr CBE Motivation taux indexation taxe CC251218.pdf, 251218-A-xxx - Taxe sur les panneaux publicitaires (2026-2028).pdf

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Par ordonnance :
La Secrétaire communale,
(s) Fabienne Demaury

Le Président du Conseil,
(s) Marc Vande Weyer

POUR EXTRAIT CONFORME
Berchem-Sainte-Agathe, le 22 décembre 2025

La Secrétaire communale,

Le Bourgmestre,

Fabienne Demaury

Christian Lamouline